
VINGT-QUATRE HEURES... VINGT-QUATRE HEURES... VINGT-QUATRE HEURES...**EN FRANCE**

♦ Le Sénat a adopté mercredi soir la proposition de loi UMP-PS visant "à faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure" (cf. "BQ" du 11 mars). Seul le groupe CRC-SPG s'est abstenu, évoquant un "texte virtuel" vu la quasi-inexistence de la réserve civile. Après plus de six mois d'auditions et d'enquête, une mission menée les sénateurs Joëlle GARRIAUD-MAYLAM (UMP) et Michel BOUTANT (PS) avait conclu à d'inquiétantes carences dans la réactivité et la disponibilité des réservistes (cf. "BQ" du 20 décembre). Les deux élus ont donc élaboré un texte conjoint prévoyant un dispositif de mobilisation des réserves appelé "réserve de sécurité nationale" en cas de crise majeure "dont l'ampleur met en péril la continuité des services de l'Etat, la sécurité de la population ou la capacité de survie de la Nation". Il s'agit de préparer la France à "faire face à des crises de toute nature, d'ordre militaire, sécuritaire ou sanitaire, des crises liées à des catastrophes naturelles ou technologiques. Voire les deux, comme c'est le cas actuellement au Japon", a expliqué M. BOUTANT.